**La situation du Pays**

Depuis le coup 'Etat du 24 mars 2013, la situation de la RCA s'empire de plus en plus. Les organisations humanitaires nous informent que presque 400.000 personnes ont été obligées de quitter leur maison pour trouver refuge dans la campagne ou dans la forêt. 1,3 millions de personnes sur 4,5 millions d'habitants ne disposent pas de nourriture suffisante. L'ONU estime que la moitié de la population centrafricaine a besoin d'aide humanitaire.

Le problème prioritaire. *L'effondrement de l'ordre public et l'arrivée au pouvoir des groupes armés a rendu la situation assez chaotique sur toute l'étendue du territoire. L'UNICEF affirme le 30.10.2013 de ne plus avoir bientôt la capacité de répondre aux besoins humanitaires de la population, dans la distribution des médicamentspour relancer les soins de santé d'urgence, ainsi que de l'eau potable aux familles se trouvant dans les sites de personnes déplacées.*

On estime que le nombre d'enfants soldats au sein de la Séléka pourrait s’élever à 3 500 ; certains ont été recrutés au Soudan et au Tchad voisins.

**Les causes de cette situation :**

Progressive fragmentation du front des rebelles. Selon Amnesty la Séléka est devenue incontrôlable.

Depuis sa fondation la Séléka est apparue sans une agenda politique et une base idéologique solides et partagés. A son intérieur nous trouvons des groupes ethniques, les Gulas et les Rungas antagonistes et en luttes depuis toujours.

Le Président autoproclamé Michel Djotodia n'as pas su garder le contrôle des forces de la Séléka, fragmentée sur le sol centrafricain en de nombreux groupes armés qui se sont donné au pillage, viols, meurtres et toute sorte de violence et atrocités indescriptibles dans les zones occupés, sans le moindre respect des droit de l'homme. Y a-t-il une agenda secrète?

Le gouvernement actuel de transition n'arrive pas à rétablir la sécurité à Bangui et dans d'autres régions du pays, notamment celles plus instables du nord-ouest.

La population civile est en train de s'engager progressivement dans le conflit avec la formation de milices d'auto-défense pour se "défendre" contre l'ex-Séléka mais l'augmentation de ces combats pourrait donner origine à un conflit plus vaste avec un plus grand nombre de victimes.

**Des risques...**

La situation actuelle du pays présente le risque d'une transformation du conflit selon une directrice confessionnelle: Ex-Séléka à majorité musulmane d'un côté et le reste de la population a majorité chrétienne de l'autre. On constate que l'identification des partis en conflits avec les communautés religieuses d'appartenance est désormais déclenché. Il est urgent de l'arrêter pour ne pas avoir un ultérieur obstacle sur le chemin de la stabilisation.

En effet si l'élément religieux devient prédominant à l'intérieur de la crise actuelle, on ouvre le

chemin à un double risque :

1) Integralisme islamique. En effet, certaines composantes de la Séléka pourraient adopter

une agenda proche de l'integralisme islamique et subir ainsi l'influence d'organisations qui

s'inspirent de Al-Qaïda dans le but d'ouvrir les portes aux ressources humaines, matérielles

et économiques de l'extérieur.

2) Djihad islamique. Certaines organisations djihadistes présentes sur le territoire et liées au

réseau de Al-Qaïda du Soudan pourraient élargir leurs activités sur le territoire centrafricain

profitant de la faiblesse de l'état central pour lancer des attaques contre les associations

religieuses, les populations chrétiennes et les ONG occidentales présents dans le Pays.

**Amnesty international** dans son rapport publié le mardi 29 octobre 2013 affirme que:

les ministres qui n’étaient pas à la tête de factions de la Séléka éprouvent des difficultés à prévenir ces graves violations des droits humains, et que même le président Michel Djotodia n’était pas habilité à donner d’ordres aux forces de la Séléka ne relevant pas de sa propre faction.

La coalition de la Séléka a semble-t-il recruté d’anciens délinquants, violents pour beaucoup

d’entre eux, notamment des voleurs de grand chemin et des braconniers. Elle compterait par ailleurs parmi ses rangs des combattants soudanais et tchadiens, qui sont soupçonnés d’avoir commis de nombreuses violations des droits humains en République Centrafricaine.

Les forces centrafricaines de sécurité sont devenues incontrôlables.

Amnesty International demande aux autorités centrafricaines : de condamner publiquement et

sans équivoque l’ensemble des violations des droits humains perpétrées par les forces de sécurité et les groupes armés ; de traduire les responsables présumés en justice et d’accorder des réparations aux victimes.

Les jours passent et la situation s'empire de plus en plus.

**L'Eglise en Centrafrique face aux défis de la situation actuelle....**

Au cours du mois d'octobre dernier, presque tous les Diocèses du Centrafrique ont tenu leur assemblée

diocésaine. Le thème se rassemble un peu partout : "**L'Engagement du chrétien en temps**

**de crise"**

Et quelle crise! Cela dure depuis et les blessures deviennent de plus en plus difficiles à soigner!

L'Eglise demande aux chrétiens:

"de tenir bon" dans l'épreuve, à éviter tout esprit de vengeance (pas de match retour!) et à oeuvrer dans une esprit e réconciliation et de pardon!

de réfléchir au niveau personnel, dans les groupes et fraternités, de parler de ce qui nous est arrivé et de nos responsabilités aussi, de rechercher la manière de bien-vivre entre chrétiens et musulmans.

Les difficultés ne son pas à cacher, surtout de la part de qui a vécu cela dans sa chair, le viol de sa fille ou sa femme. Difficile aussi d'oublier, puisque les événements quotidiens sont là pour perpétuerle souvenir.